



Chefs d'Etat haïtiens

Elie Léocadie Lescot (1941-1946)

Présentation

31e chef d'Etat :

Mai 1941- janvier 1946

Durée du mandat :

4 ans et 8 mois

Age à l'investiture :

56 ans

Évènements majeurs :

Campagne anti-superstitieuse (1941-1942)

Création de la SHADA (1941)

Emprunt de 5 millions de dollars à la Import-Export Bank (1941)

La République d'Haïti est consacrée à Notre Dame du Perpétuel Secours (1942)

Première campagne d'alphabétisation en créole (1943)

Création d'un Conseil de l'Université d'Haïti (1943)

Mise en service du sanatorium de Port-au-Prince (1944)

Contrat avec la Reynolds Mining pour l'exploitation de la bauxite (1944)

Création de l'Institut français d'Haïti (1945)

Le profil personnel

Elie Lescot a fait ses classes au Cap. Boursier du gouvernement d'Alexis, il fait à Port-au-Prince des études de pharmacie qu'il ne termine pas, puis des études de droit à l'Ecole libre de droit du Cap, qui lui vaudront quelques postes dans la magistrature assise et debout. C'est aussi un touche-à-tout : pharmacien, fabricant de pochettes, cravates et robes de batik, photographe. Il fait partie de l'entourage d'Antoine Simon, devient député du Borgne (1910-1991), débarque à Port-au-Prince avec Leconte révolté, fait le coup de feu avec Zamor. Sa maîtrise des langues étrangères lui permet d'avancer : interprète à la douane de Port-de-Paix, consul d'Haïti à Antilia, Cuba, ambassadeur en République Dominicaine et aux Etats-Unis.

Il est directeur d'école quand Borno lui confie le ministère de l'Instruction publique et de l'Agriculture. Vincent, qu'il connaît bien (ils ont été membres du comité de célébration du centenaire de l'indépendance d'Haïti), lui donne trois portefeuilles ministériels.

Accusé d'avoir été à la solde de Trujillo, Lescot président n'est ni chaud partisan de Trujillo ni un homme vénal : il hypothèque et perd sa maison du Manoir des Lauriers pour aider Juan Bosch, opposant à Trujillo; à son départ, il laisse douze millions de dollars dans les caisses de l'Etat ainsi que 1.2 million dans la cassette présidentielle. Trois jours après sa démission, il quitte le pays dans un avion spécial de la Pan American, s'établit à Ottawa où il reprend le travail du batik. Estimé refusant de lui verser sa pension, le député de Dondon, Marc Antoine, organise en faveur de la famille présidentielle une souscription qui lui sera remboursée. C'est le président Magloire qui liquide sa pension. Il revient au pays en 1956 et meurt à Laboule à l'âge de 90 ans.

L'accession au pouvoir

Secrétaire d'Etat puis Ambassadeur sous Vincent, Lescot est nommé Sénateur par ce président en janvier 1941, alors que sa candidature à la présidence était annoncée depuis environ un an. Vincent lui a donc mis le pied à l'étrier avant d'annoncer formellement en avril qu'il n'allait pas briguer un troisième mandat. Lescot est pratiquement seul en lice : le député Frédéric Duvignaud, également candidat, ne récoltera guère que sa propre voix. Le 15 avril 1941, Elie Lescot est élu par l'Assemblée Nationale présidée par le général Alfred Nemours Auguste, par 56 voix sur 58. Les députés Frédéric Duvignaud et Dumarsais Estimé n'ont pas voté Lescot.

Le mandat

Dès le départ, Lescot se donne des outils de contrôle du jeu politique : il prend le commandement effectif des forces armées et crée le Bureau d'Information à la Presse. Il imprime également une orientation économique : après un voyage à Washington, il met en place tout un programme de développement. Un emprunt de cinq millions de dollars à la Ex-Im Bank va financer les activités de la SHADA, Société haïtiano-américaine de développement agricole qui doit fournir des produits stratégiques comme le caoutchouc. De grandes superficies sont mises à la disposition de la société. Le ver est introduit dans le fruit: les premiers fonctionnaires quittent l'administration publique pour travailler à la SHADA qui offre de meilleurs salaires. L'échec relatif de la SHADA quatre ans plus tard portera un rude coup à Lescot qui essaiera alors de faire des plans quinquennaux qu'il n'aura pas le temps d'implanter. Le contrôleur financier américain est remplacé par la Banque Nationale de la République d'Haïti dont le Conseil d'Administration compte trois Haïtiens et trois Américains. La Banque élabore le budget de la république, contrôle toutes les rentrées d'argent.

L'homme, comme son gouvernement, est tout en paradoxes. Catholique fervent, il arrête la campagne anti-superstitieuse commencée par Mgr le Gouaze quelques semaines avant son entrée en fonction. Il décrète le nonce Silvani persona non grata et le renvoie à Rome. Il fait entrer en Haïti des pères canadiens, les Oblats de Marie Immaculée, cassant le quasi-monopole des pères bretons en Haïti. Champion de la lutte anti-communiste sous Vincent et apparemment peu soucieux de culture locale (il interdit le carnaval pendant toute la durée de son mandat), il charge Jacques Roumain, fondateur du premier parti communiste haïtien, d'instituer le Bureau d'Ethnologie et le nomme plénipotentiaire au Mexique.

L'entrée en guerre d'Haïti en 1941 aux côtés des Alliés se traduit par la ruine des communautés allemande et italienne du pays. Plusieurs d'entre eux sont emprisonnés. Leurs biens sont d'abord confisqués puis vendus. Pourtant, on lui reprochera de favoriser "quelques requins étrangers", particulièrement les Syro-libanais.

Prétextant l'état de guerre, Lescot verrouille le pouvoir politique : état de siège, droit pour le président de légiférer par décret, garanties constitutionnelles suspendues. Des arrestations sont opérées et l'ex-conseiller d'Etat Damase Pierre-Louis meurt pendant son emprisonnement. Un complot ourdi aux casernes Dessalines, que l'on pense commandité par Trujillo pour faire assassiner Lescot, entraîne l'exécution sans jugement de sept sous-officiers et soldats et le limogeage des colonels Jules André et Durcé Armand. Jules André est remplacé par Franck Lavaud comme chef d'État-major de la Garde d'Haïti.

Élu pour cinq ans, Lescot fait, en avril 1944, une double modification constitutionnelle. Le mandat présidentiel est porté à sept ans et il s'octroie un nouveau mandat de sept ans commençant le 15 mai 1944. Les prochaines présidentielles sont donc pour 1951. Mais avec la fin de la guerre, les contraintes politiques sont de plus en plus mal supportées. Une pièce de Roger Dorsinville, Barrières, et un numéro spécial du journal La Ruche sont interdits, mettant

le feu aux poudres. Ecoliers puis étudiants entrent en grève. Le 10 janvier 1946, la grève est générale. Un comité est formé pour négocier avec le président Lescot qui confie au sénateur Saint-Lot la tâche impossible de constituer un cabinet ministériel. Le 11 janvier, un Comité Exécutif Militaire est formé avec le colonel Franck Lavaud, les majors Paul Magloire et Antoine Levelt; le président est contraint à la démission.

La chute de Lescot voit revivre des pratiques oubliées depuis 1915 : biens du président déchu mis sous séquestre, pillage des maisons des proches du gouvernement, libération des prisonniers politiques (Georges Petit, Julio Jean Pierre Audain, etc.).

Réf. : ORIOL, Michèle. VILAIRE, Patrick. WIESER, Corinne. *Chef d'Etat en Haïti, Gloire et misères, 1804-1986*. Réalisé par : Fondation pour la Recherche Iconographique et Documentaire et Archives Nationales d'Haïti.